TERMINOLOGIE ECONOMIQUE

Ruxandra PETROVICI
"Al. Ioan Cuza" University of Iaşi

Abstract: We'd like to determine, on the basis of the economic terms and concepts used in the Moroccan magazine MarocHebdo, the branch of the tree of the economic area "favored" by this weekly to see what is the most important of the Moroccan economy branch, in any case, one highlighted by a review of French language normally read by people who speak French, a public more cultivated and connected to the events around the world.

Keywords: terminology, term, concept, domain, branch of the domain tree

L'évolution de la société humaine a impliqué à un moment donné la division du travail. Décrite par Adam Smith comme « la répartition des tâches entre les individus organisée par l'entreprise pour accroitre la productivité », elle existait beaucoup plus avant l'entreprise proprement-dite et les théories économiques. L'homme ne pouvait plus tout savoir, ni tout faire, alors pour être efficace dans son travail et pour pouvoir avancer et développer le domaine de travail qu'il exerçait, il a dû se spécialiser. Cette spécialisation dans le travail a menée à la constitution des cercles professionnels quasiment clos qui parlaient « la langue du métier » et qui avaient des comportements, des habitudes et des coutumes spécifiques.

Si au début les maîtres gardaient le secret du métier, au présent les professionnels de tel ou tel domaine sentent le besoin de collaborer, ou, au moins, de se mettre au courant des découvertes des autres. Ainsi on a senti le besoin de mettre en commun les savoir et d'élaborer une même langue. C'est ici le travail des terminologues.

Comme nous avons vécu un certain temps au Maroc, un pays qui semble capitaliste mais dont l'économie garde les traits du Moyen Age, où, on peut soit tout négocier, soit payer en recevant une facture, où tout le monde doit vivre et donc les riches sont concernés à donner une partie de leurs revenus aux pauvres conformément à la loi musulmane, nous avons essayé de voir sur quoi porte l'intérêt des Marocains en ce qui concerne l'économie. Nous avons choisi comme corpus les articles principaux de la section économique et financière d'un hebdomadaire marocain, ***MarocHebdo*** (les 4 revues du mois de novembre 2012), ayant les sections: *Direct, Politique, En couverture, Economie, Société, La vie et Culture,* en sélectionnant les termes économiques pour voir à quelle branche de l'arbre du domaine économique ils sont liés.

L'économie est définie par wikipedia.fr comme « l'activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de services » et dont son arborescence comprend la théorie économique, les écoles de pensée économique, l'économie mathématique et quantitative, la microéconomie, la macroéconomie, l'économie monétaire, l'économie internationale, les finances, l'économie publique, l'économie de la santé, de l'éducation, du bien-être, l'économie du travail, la démographie, l'analyse économique du droit, l'organisation industrielle (gestion de production), l'économie d'entreprise (management, marketing et comptabilité), l'histoire économique, l'économie du développement, l'innovation technologique, la croissance, le système économique l'agriculture, l'économie de l'environnement et la géographie économique

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

MarocHebdo du 2 au 8 novembre, ***Le péril noir***, est une revue de 50 pages. La section *Economie et finances,* p.28-34 débute avec 2 articles : Les taux d'intérêt baissent sur le marché international, ***Le Maroc veut emprunter 1 milliard de dollars*** par Mazoukane Kabbaj et Vivendi vend 53% des parts de Maroc Telecom : ***Prix : 5 milliards d'euros,*** par Aissa Amourag.

Nous pouvons saisir le thème du premier article de la première approche en lisant le titre en gras et en voyant la photo de Nizar Baraka, ministre de l'Economie et des finances: un emprunt que le Maroc veut obtenir sur le marché international. Au niveau du vocabulaire employé, nous pouvons remarquer les familles de mots liés au thème principal à partir du verbe *emprunter* (2 occurrences): prêt, prêt sur le marché, emprunt, lever un emprunt, coût de l'emprunt et du nom *dette* : dette extérieure brute, rachat des dettes, processus de désendettement. D'ailleurs le déroulement de l'article suit le déroulement du processus d'emprunt commençant par le terme *prêt* en majuscules rouges et finissant par échéances. Parmi les autres termes économico-financiers nous avons pu remarquer : le taux d'intérêt, taux d'intérêt inferieur à l'Espagne, marché international, politiques d'assainissement budgétaire ou politiques de rigueur budgétaire, affaiblir la demande mondiale, fonds, bailleurs de fonds, agences de notations, pays bien noté, note marocaine de « stable » à « négative », indications/indicateurs de solvabilité, sortir à l'international. Mais il faudrait aussi tenir compte de l'emploi d'une autre famille de mots à partir du verbe *baisser* : la baise des coûts, tendance baissière, baisse des coûts d'emprunt, baisse des prix, en baisse, modifier à la baisse la perspective de la note du pays. Si au niveau lexical nous remarquons la famille de mots passant par des changements grammaticaux, verbe, nom, adjectif, au niveau du sens nous pouvons remarquer la connotation positive et négative qui implique la connaissance du processus financier. Par exemple une tendance baissière des taux d'intérêt peut être positive ou négative en fonction de la partie concernée, le créditeur ou le débiteur. Nous pouvons toujours remarquer l'apparition singulière d'un rapport de synonymie : baisse vs légère dégradation. Il ne sera pas sans intérêt de voir quelles sont les Institutions dont le nom apparait dans ce texte et qui auront leur rôle dans l'obtention de l'emprunt et son remboursement. On aura le Ministère de l'Economie et des Finances, le Trésor et la BCE, la Banque Centrale Européenne.

Nous allons retenir de cet article les mots clés : **emprunt** et **dette**

Dans le deuxième article, Vivendi vend 53% des parts de Maroc Telecom : **Prix : 5 milliards d'euros,** dont le titre pourrait être trompeur parce qu'on ne sait pas qui va profiter de ce prix de 5 milliard d'euros ; on voit seulement la photo du président de Vivendi Jean Rene Fourtou à côté du président de MarocTelecom, Abdeslam Ahizoune.

Si nous nous rapportons au vocabulaire employé, nous pourrions saisir premièrement la répétition du mot *operateur* et on peut déduire du contexte qu'il s'agit d'un operateur de téléphonie : quatre operateurs étrangers, quatre operateurs internationaux, operateurs qatari, operateur marocain et deuxièmement l'abondance d'occurrences du terme *part* dont on se rend compte du contexte qu'il signifie part de capital social : parts, parts de MarocTelecom, racheter les parts de Vivendi dans MarocTelecom, reprise des parts, acquisition de 35% des parts et qu'on voit être lié au verbe *acquérir* et au nom *acquisition* : le groupe français acquiert 2% des parts de MarocTelecom. Sauf ces termes qui nous indiquent le domaine économique, il y a aussi d'autres termes économiques : capital, offres financières, prix de cession, investisseurs institutionnels et prives, argent investi, distributions des dividendes, entrée dans la Bourse qui tiennent à l'économie de l'entreprise.

Nous allons retenir comme termes-clés de cet article ceux qui ont les occurrences les plus nombreuses: **part(s)** et **operateur(s).**

Pour ***MarocHebdo,*** du 9 au 15 novembre, ***Les escadrons de la mort***, la section *Economie et finances*, p.28-29, a comme articles principaux: Carrières de sables et de pierre,

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

L'Etat compte démanteler la mafia du sable par Aissa Amourag et ***Le budget d'austérité*** par Mohamad Saïd Saadi qui est aussi la chronique de l'hebdomadaire.

Le premier article utilise la terminologie de l'entreprise : cahiers de charges (3 occurrences), montants, chiffre d'affaires, secteur stratégique de l'économie marocaine, autorisation, contrôle/contrôler, circuits de distributions. Mais comme il s'agit de l'utilisation d'une ressource naturelle, le sable et non d'une production proprement-dite, les termes les plus utilisés sont liés à l'*exploitation:* exploitation des carrières, exploitation anarchique, licence d'exploitation, exploitants (3 occurrences), matière exploitée, quantités de sables exploitées, mais en utilisant plus ou moins explicite la connotation de *pillage* (de sables), terme qui apparait en rouge au début de l'article et qui est soutenu par les références au mafia, au clientélisme, à l'anarchie.

Nous retiendront seulement ce terme de l'économie de l'entreprise, **exploitation.**

Le deuxième article, ***Le budget de l'austérité***, chronique d'un professeur universitaire et ancien ministre nous introduit dans la politique budgétaire du Maroc. C'est un article qui abonde en termes politico-économiques. On a même l'impression qu'il n'y a plus d'autres mots, ni même des conjonctions. En fait l'article trahit l'inquiétude face à la crise économique. Les objectifs affichés du budget pour 2013 sont : la croissance économique, l'investissement créateur d'emploi ou en d'autres termes, la croissance économique créatrice d'emploi, la juste répartition des fruits de la croissance, la bonne gouvernance, le développement du capital humain, la réduction de la pauvreté. Les termes ou paradigmes qui apparaissent dans cet articles peuvent être classés en deux catégories, ceux qui expriment la crise : crise profonde, crise de l'emploi, la crise dont souffre l'économie marocaine, creuser les déficits budgétaire et extérieurs, dépenses d'investissement qui devraient se détériorer, recul de l'investissement, taux de chômage qui frôle le 10%, perte d'emploi, victimes qui attendent toujours la mise en place de la fameuse « caisse d'indemnisation contre le chômage et ceux qui donnent des solutions : rétablissement des équilibres macroéconomiques, relance économique, création d'emploi, ressources affectées au développement social et humain, impôt progressif sur les revenus, suppression des niches fiscales non productives, lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, effort fiscal et budgétaire, politique économique expansionniste, croissance économique équitable, justice sociale.

Les Institutions qui sont concernées à mettre en œuvre les objectifs budgétaires sont le gouvernement PJD, HCP (Haut commissariat du plan), ministères de l'Education nationale , des Sports, de l'Emploi, de la Sante, départements ministériels non sociaux par des projets comme l'Initiative nationale de développement humain (+26,6%) et le Fonds d'appui a la cohésion sociale (deux milliard de dirhams contre un milliard en 2012).

Mais, de loin, les occurrences les plus nombreuses tiennent au *budget* : budget de l'austérité, projet de budget, budget 2013, postes budgétaires, période de disette budgétaire, choix budgétaire. Donc, nous allons retenir pour notre propos le mot **budget**.

MarocHebdo, du 16 au 22 novembre 2012, ayant le titre : Tomber malade au Maroc, ***A vos risques et périls***, a comme articles principaux de la section *Economie et finance*, p.22-29 : S.M. le Roi visite les chantiers de la Cite Verte, à Benguerir, ***Un futur paradis du savoir*** par Mohamed Reddadi et S.M. le Roi nomme Mohamed Hassad président de l'agence TMSA (The Tangier Mediterranean Special Agency), ***Un haut commis de l'Etat pour redorer le blason de Tanger Med***, par Aissa Amourag.

Le premier article traite du lancement, à Benguir, par le Roi Mohammed VI (S.M. le Roi, le Souverain, qui donne son impulsion royale) du méga projet d'une université polytechnique aux standards internationaux ayant des sections comme le management industriel, l'agriculture, l'ingénierie, les technologies vertes, le développement durable, l'urbanisme et l'architecture, appelé paradis du savoir (2 occurrences), haut lieu de savoir et modernité, haut lieu de savoir et de formation aux standards internationaux, ayant des

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

infrastructures privilégiant le bien-être et l'épanouissement socioculturel. Il nous a paru très intéressante cette association entre le savoir, la formation, la modernité et développement durable. On pourrait remarquer des expressions comme ville verte, orientation ardemment écologique, plantation d'un arbre, ceinture verte, coulée verte (2 occurrences), véritable poumon écologique, espaces vertes vs. pays semi-aride. L'association du développement durable et l'écologie à l'enseignement et au savoir nous semble une idée à retenir aussi pour d'autres universités du monde entier. Du côté terminologique, nous allons garder **le développement durable,** terme qui constitue en soi une branche économique.

Le deuxième article n'a rien à faire avec la section économie-finance. Il traite de la nomination de Mohamed Hassad comme dirigeant du plus grand port de l'Afrique, le Tanger. On pourrait remarquer qu'il a des études qui le recommandent pour le poste, l'Ecole Polytechnique de Paris et l'Ecole nationale Ponts et Chaussées et aussi une vaste expérience comme patron d'entreprise, directeur régional des travaux publiques, directeur de Royal Air Maroc, comme wali (protecteur) de Marrakech et comme ministre des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres. Maintenant sa mission sera de restructurer « le plus grand port du Maroc et probablement de l'Afrique pour en faire une destination internationale privilégiée pour le commerce mondial ». Au Maroc la macroéconomie est intimement liée à la microéconomie et les gens, leurs compétences et leurs relations content plus que les lois ou les difficultés à franchir. Donc, on va retenir, à la limite, de cet article, le verbe **restructurer**.

Pour ***MarocHebdo***, du 23 au 29 novembre 2012, portant le titre ***On achève bien les vieux***, on n'a pas respecté le format habituel. La section économique, p.24-35 commence avec InfoExpress, sous-section qui normalement venait après les articles principaux et parle de la hausse de l'indice des prix à la consommation, la conférence internationale, la lutte contre les bidonvilles, le maintien de la notation du Maroc à « risque assez faible », etc. Elle a un seul article principal : Creusement du déficit commercial et chute de recettes MRE et voyages, ***Les symptômes d'une crise économique se confirment***, par Marouane Kabbaj. Le deuxième article qui devait suivre est remplacé par l'avertissement publicitaire « *Fumer tue ».*

Même si au mois d'octobre et novembre les Marocains ne voulaient parler de la crise en essayant de l'ignorer et de la repousser vers les pays occidentaux, l'article de Marouane Kabbaj les oblige à s'y confronter : la poétique du texte qui nous fait savoir que « la compétitivité du Maroc à l'international se réduit comme une peau de chagrin », ne nous rassure guère.

La terminologie utilisée dans le texte tient plutôt au commerce international : (baisse) des exportations (du gros) des secteurs d'activité (exception faite de celui des phosphates), déficit de la balance commerciale, exportations qui ne couvrent les importations, déficit du commerce extérieur, réserves de devises qui baissent, fluctuation (non maitrisable) des cours internationaux mais pour un pays maritime et touristique comme le Maroc le commerce représente l'économie du pays. Nous voulons retenir deux termes : **commerce** et **crise**.

Le deuxième article est remplacé par une publicité ou plutôt par une annonce d'intérêt national. Pour un pays où, à peu près tous les hommes fument ce sera d'intérêt national, surtout parce qu'on a un « auteur », l'Association Lalla Salma de lutte contre le cancer, « une histoire », 1 fumeur sur 2 meurt de tabagisme et une solution : Stop. Tous ensembles contre le tabac.

Pour les mots retenus (emprunt, dette, part, operateur, exploitation, budget, développement durable, restructurer, commerce, crise) des articles principaux des 4 MarocHebdo pour les 4 semaines du mois de novembre nous tentons une analyse s'inspirant des prescriptions de Silvia Pavel pour l'élaboration d'une fiche terminologique: 1) domaine auquel appartient la notion; (2) langues de travail; (3) termes; (4) paramètres d'usage des

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

termes; (5) justifications, en essayant d'expliciter les termes choisis à l'aide d'un dictionnaire économique et du Petit Robert.

Le nom **emprunt,** conformément au dictionnaire Petit Robert 2009, provient du verbe emprunter/prêter qui venait d'une forme populaire du bas latin *impromutuare*, est devenu en latin juridique *promutuum*, signifiant « avance d'argent » signifie en français actuel "obtenir à titre de prêt ou pour un usage momentané" ou "prendre ailleurs et faire sien". Si le même dictionnaire donne comme termes de spécialité les variantes et les expressions e*mprunt public, emprunt communal, d'État ;émettre, lancer, ouvrir; clore un emprunt ; emprunt à montant limité; taux d'un emprunt; souscrire à un emprunt; emprunt à court, à long terme, emprunt perpétuel, emprunt consolidé, amortissable, indexé,* le dictionnaire d'économie ne mentionne que *l'emprunt obligataire* mais donnant plus de détails pour *prêt* en directe liaison avec *le taux d'intérêt*, notion économique fondamentale tenant à la politique monétaire.

Dette provient étymologiquement du verbe *devoir* et signifie, conformément au Petit Robert, « ce qu'une personne doit à une autre », une « obligation pour une personne à l'égard d'une autre de faire ou de ne pas faire quelque chose» et en termes de spécialité, « de payer une somme d'argent », ayant les variantes de d*ette publique* ou *dette de l'État, «* ensemble des engagements financiers contractés par l'État » et *dette externe, «* ensemble des engagements privés et publics d'un pays à l'égard de créanciers étrangers ». Le dictionnaire économique traite les *dettes* comme faisant partie du passif d'un bilan. Ainsi, on pourrait conclure que ce terme est directement lié au premier, parce que, dès qu'on fait un emprunt on aura des dettes. Les deux notions appartiennent à la **finance internationale.**

Part signifie, conformément au Petit Robert, « ce qu'une personne possède ou acquiert en propre », « portion d'un patrimoine attribuée à un copartageant », en termes de spécialité *part sociale* ou *part d'intérêt,* le *«* titre représentatif d'une partie du capital social d'une société et attribué personnellement à un associé en contrepartie de son apport ». Le dictionnaire économique donne comme entrées pour *part*, *part de marché*, *parts relatifs* et *parts sociales*. Ici le texte fait référence aux parts sociales, terme appartenant à **l'économie de l'entreprise.**

Operateur signifie, conformément au Petit Robert , une «personne qui opère, exécute une action », une «personne qui exécute des opérations techniques déterminées, fait fonctionner un appareil», un «exploitant qui tire profit d'une entreprise», une «entreprise qui exploite commercialement un réseau de télécommunications», ce qui est exactement le cas de MarocTelecom. Ainsi **operateur** est un terme directement lié à **l'économie de l'entreprise.**

L'**exploitation** est, conformément au Petit Robert, « l'action d'exploiter, de faire valoir une chose en vue d'une production » comme exemple l'exploitation du sol, d'un domaine, du sous-sol, d'une mine ou d'un brevet, « l'action de faire fonctionner en vue d'un profit » comme par exemple l'e*xploitation concédée par l'État à une société privée.* Le dictionnaire économique prend en compte le mécanisme de l'exploitation et la plus-value selon Marx. Mais l'article de MarocHebdo utilise le sens propre du terme, lié à l'exploitation des ressources naturelles, tenant toujours à **l'économie de l'entreprise.**

Le **budget** provient, conformément au Petit Robert 2009, étymologiquement du mot anglais signifiant d'abord « sac du trésorier » et de l'ancien français *bougette*, diminutif de *bouge* « sac, valise ». Il signifie aujourd'hui l' « acte par lequel sont autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'État ou des autres services que les lois assujettissent aux mêmes règles » ou l' « état prévisionnel et limitatif des recettes et dépenses d'une période donnée ». Le dictionnaire de l'économie définit le budget (de l'Etat) comme « un document retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat pour une année civile (du 1er janvier au 31 décembre) ». Quand « il s'agit de connaître la destination des dépenses par grands secteurs, on parle de budget fonctionnel ». Ainsi, comme branche des sciences économiques, nous nous trouvons dans la **politique budgétaire**.

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

Le **développement durable** est définit par le Dictionnaire de l'économie comme le « développement qui correspond aux besoins présents d'un pays sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins […]. Le développement durable est un modèle de développement qui prend en compte les contraintes de l'environnement (réduction des gaspillages de ressources naturelles, préservation de l'environnement, etc.) ». Le Petit Robert ne donne que la définition pour le *développement* : « fait de prendre de l'extension, de progresser » parce que le syntagme nomme en soi une branche des sciences économiques, **l'économie de l'environnement.**

Restructurer signifie, conformément au Petit Robert, « donner une nouvelle structure, une nouvelle organisation à quelque chose, organiser sur de nouvelles bases ». Comme il s'agit de la restructuration d'un port gigantesque comme celui de Tanger, on pourrait dire que nous touchons à **l'économie internationale**.

Le **commerce** est définit par le Petit Robert comme « l'opération, l'activité d'achat et de revente (en l'état ou après transformation) d'un produit, d'une valeur », « la prestation de certains services » ou « l'ensemble des connaissances portant sur le commerce; administration et gestion des entreprises, marchés ». Le Dictionnaire de l'économie fait plusieurs différenciations : commerce extérieur, interbranches, international, équitable. Nous nous trouvons plutôt dans la sphère de l'**économie internationale.**

La **crise** provient étymologiquement du latin des médecins *crisis*, et du grec *krisis* « décision » et signifie, conformément au Petit Robert, un « moment d'une maladie caractérisé par un changement subit et généralement décisif, en bien ou en mal », un « accident qui atteint une personne en bonne santé apparente, ou aggravation brusque d'un état chronique », une « phase grave dans l'évolution des choses, des évènements, des idées ». Le dictionnaire économique définit la *crise* comme un « retournement brutal de la conjoncture économique qui marque la fin d'une période d'expansion. Par extension, situation économique caractérisée par la faiblesse de la croissance du PIB et le développement du chômage ». Parce qu'il s'agit d'une crise mondiale, nous pouvons considérer qu'on se trouve toujours dans la branche de l'**économie internationale.**

D'après cette analyse, nous pouvons tirer la conclusion que les intérêts des Marocains ou en tout cas de ceux qui lisent MarocHebdo et des reporters qui y écrivent tournent autour de l'économie internationale, économie de l'entreprise, économie de l'environnement, finance internationale et politique budgétaire. Conformément à wikipedia.fr « Le Maroc est la cinquième puissance économique d'Afrique. Il est la deuxième puissance économique maghrébine, après l'Algérie. Le Maroc dispose d'un produit intérieur brut fort au regard de la moyenne africaine.[…] Le Maroc est en outre appelé à consolider ce point, compte tenu de la croissance d'une moyenne de 8 % annuelle depuis l'accession au trône du souverain Mohammed VI en 1999. Cette croissance demeure néanmoins variable et volatile car tributaire des résultats des campagnes agricoles courantes[…].La proximité du Maroc avec le continent européen a bénéficié à l'économie nationale dans la mesure où cette dernière a très largement profité des nombreuses délocalisations effectuées par les entreprises européennes. […] L'exemple le plus typique en la matière est celui des centres d'appel. On peut aussi évoquer l'exemple aéronautique. Le Maroc a toujours su profiter de sa façade maritime double. Néanmoins, la construction du port de Tanger Med en 2004 a indéniablement constitué un tournant en termes de politique maritime[…].En 2012 ce complexe portuaire devrait pouvoir traiter 8 millions de conteneurs, ce qui ferait de lui le plus grand port africain en termes de transport de marchandises. La zone franche adjacente devrait entre autres abriter la nouvelle usine Renault…Malgré les récentes contre-performances consécutives à la crise financière de 2008, la bourse de Casablanca consolide son statut de deuxième place boursière africaine, derrière celle de Johannesburg et devant celle du Caire».

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)

Ainsi le Maroc est un pays émergent qui dépend beaucoup des investissements étrangers et qui se confronte avec la concurrence occidentale et africaine. Donc, leurs préoccupations ne pourraient se diriger que vers le budget 2013 qui doit faire face à la crise mondiale, le développement des entreprises locales dont les produits doivent être de plus en plus compétitifs et bien-sûr vers les rapports commerciaux et financiers internationaux.

Bibliographie :

Pavel, S., Nolet, D., *Précis de terminologie/The Handbook of Terminology,* adapted into English by Christine Leonhardt. Ottawa, Translation Bureau, Terminologie and Standardization Directorate, 2001

Capul,J.-Y., Garnier,O., *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, 2005, Paris, Ed. Hatier

Dictionnaire Petit Robert, 2009, Paris

MarocHebdo, 4 revues, novembre 2012

BDD-A21908 © 2014 Arhipelag XXI Press
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-15 20:50:05 UTC)